

Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Pour septembre 2003

Retrouvez chaque mois un indicateur de référence
de la vie des entreprises de la capitale

En septembre, le greffe fait évoluer le baromètre économique des entreprises parisiennes vers une version plus pratique. Toujours organisé en rubriques clés (registre du commerce, investissement des entreprises, jugements d'ouverture de procédures collectives, etc.), le baromètre vous permet désormais de consulter d'un seul coup d'œil la tendance marquante du mois. Pour compléter cette vision globale de l'économie parisienne, chaque rubrique du baromètre s'illustre désormais d'un tableau récapitulatif et de graphiques pour prendre rapidement connaissance de l'évolution annuelle et mensuelle de chaque poste clé.

LA TENDANCE DE SEPTEMBRE 2003

Un bilan favorable pour l'économie parisienne :

La hausse des immatriculations d'entreprises au Registre du commerce s'accompagne d'une stabilité des jugements d'ouverture de procédures collectives

LES INDICATEURS CLES DE L'ECONOMIE PARISIENNE EN SEPTEMBRE 2003

EVOLUTION SUR LES NEUF PREMIERS MOIS DE L'ANNEE 2003 PAR RAPPORT A LA MEME PERIODE EN 2002 :

	<i>Comparaison de septembre 2003 par rapport à septembre 2002</i>	<i>Moyenne des 9 premiers mois de 2003 par rapport aux 9 premiers mois de 2002</i>
La création d'entreprises	+ 15,42%	+ 2,38%
Les investissements des entreprises	+ 11,82%	- 12,79%
L'endettement fiscal des entreprises	- 38,19%	+ 4,88%
L'endettement social des entreprises	+ 1,21%	- 5,86%
Les ouvertures de procédures collectives	+ 21,06%	+ 0,12%
Les liquidations judiciaires	+ 22,12%	- 0,50%

**Délai d'immatriculation des entreprises au Registre du commerce de Paris
septembre 2003 : 0,7 jours**

➤ **Le commentaire de Pascal BEDER, greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :**

«**Un bilan favorable pour l'économie parisienne en septembre.** Les immatriculations d'entreprises au Registre du commerce se sont élevées à 21 812 pour les neuf premiers mois de 2003, soit une hausse de 2,38% par rapport à la même période en 2002. L'observatoire établi par le greffe le 1^{er} août dernier, date de publication de la Loi pour l'initiative économique, indique que les dispositions prises en faveur des porteurs de projet et des entrepreneurs apporte un nouvel élan à la création d'entreprises. L'autre bonne nouvelle pour l'économie parisienne : la stabilité des jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaire en 2003. En dépit d'une remontée en septembre, les procédures collectives n'ont pas affecté davantage d'entreprises au titre des neuf premiers mois de l'année 2003, en comparaison avec la même période en 2002. L'endettement fiscal des entreprises subit également une baisse significative : -38% par rapport à septembre 2002. Il faudra néanmoins attendre quelques semaines pour se prononcer sur une amélioration durable de la conjoncture économique parisienne.

Le greffe au service des entreprises. En septembre, les entreprises en création ont été immatriculées au Registre du commerce dans un délai de 0,7 jours. Pour mémoire, le greffe s'est engagé à satisfaire les demandes des entreprises tant en terme d'accueil que de délai dans le cadre de la démarche qualité qu'il a initié en 2002. Le baromètre fait le point de ce nouvel indicateur depuis juin 2003.»

NB : La loi impose au greffier de contrôler juridiquement les dossiers d'immatriculation dans un délai d'un jour franc ouvrable à compter de la réception de ceux-ci.

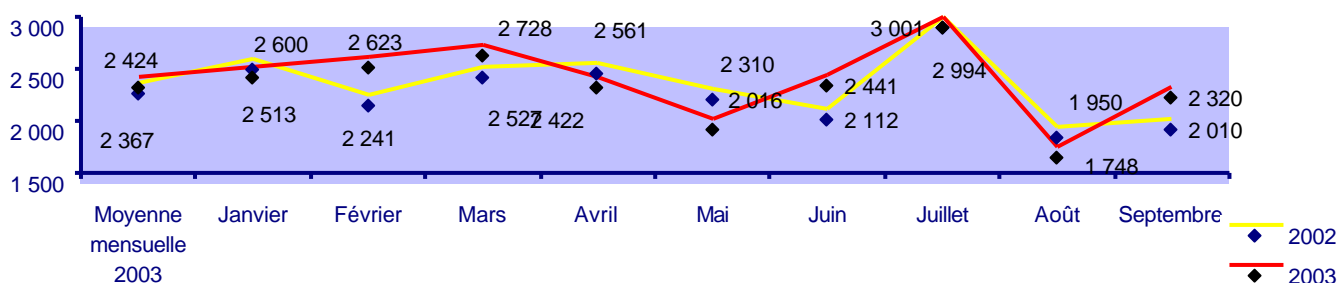
❖ **Immatriculations d'entreprises :**

Premiers effets favorables de la loi pour l'Initiative économique sur la création d'entreprises : +15,42% par rapport à septembre 2002 et +2,38% au titre des neuf premiers mois de 2003

Immatriculations au Registre du commerce	Janvier à septembre	Septembre
2002	21 305	2 010
2003	21 812	2 320
Evolution en %	2,38%	15,42%

La Loi pour l'initiative économique du 1^{er} août 2003 prend effet sur la création d'entreprises : 81 entrepreneurs ont créé leur SARL avec un capital social inférieur à 7 500 euros en septembre 2003, ce qui explique en partie la hausse des immatriculations : + 15,42% par rapport à septembre 2002.

Au titre des neuf premiers mois de l'année 2003, 21 812 entreprises se sont immatriculées au Registre du commerce, soit 2,38% de plus qu'en 2002 à la même période.

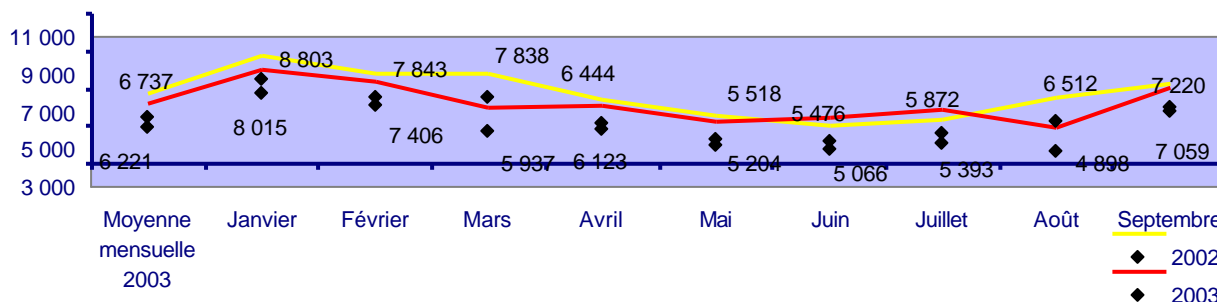


❖ **Inscriptions modificatives au Registre du commerce :**

-7,66% pour les neuf premiers mois de 2003. Une baisse due à l'achèvement des mises en conformité imposées en 2002 aux entreprises parisiennes par la loi sur les Nouvelles Régulations économiques.

Modifications au Registre du commerce	Janvier à septembre	Septembre
2002	60 637	7 220
2003	55 990	7 059
Evolution en %	-7,66%	-2,23%

Depuis janvier 2003, 55 990 inscriptions modificatives ont été enregistrées, soit -7,66% par rapport à la même période en 2002. Cette différence s'explique par les mises en conformité imposées aux entreprises par la loi sur les Nouvelles Régulations Economiques qui avaient généré un grand nombre de formalités légales en 2002. En septembre 2003, les modifications présentent une baisse de 2,23% en comparaison avec septembre 2002.



NB : les inscriptions modificatives sont révélatrices de l'évolution des entreprises. Elles concernent les changements qui interviennent dans les entreprises, telles que les augmentations de capital, les transformations de forme juridique, les changements de dirigeant, l'ajout d'un nom commercial ou d'une enseigne, le transfert de siège social, etc....

❖ Radiations d'entreprises du Registre du commerce

Hausse de 23,3% pour les neuf premiers mois de 2003 (par rapport à la même période en 2002) en raison d'un volume important de radiations d'office des entreprises sans activité opérée par le greffe en septembre 2003.

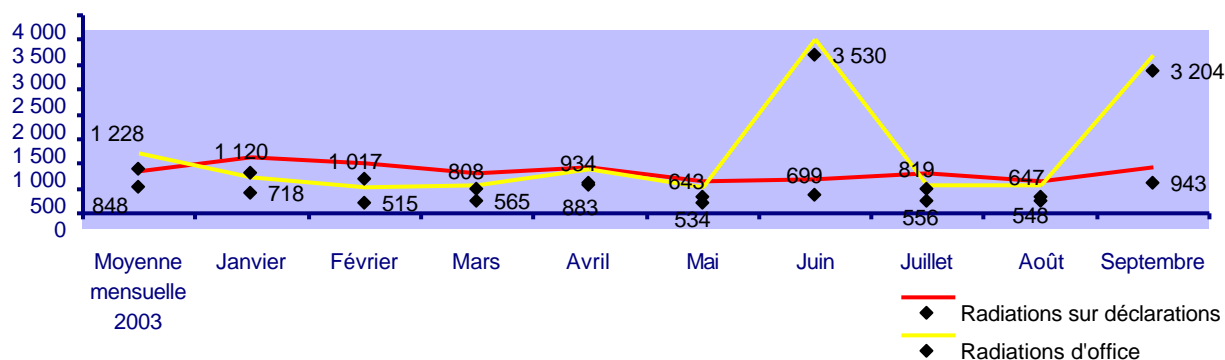
Radiations sur déclaration du Registre du commerce	Janvier à septembre	Septembre
2002	7 439	816
2003	7 630	943
Evolution en %	2,57%	15,56%

Radiations d'office du Registre du commerce	Janvier à septembre	Septembre
2002	7 714	1 837
2003	11 053	3 204
Evolution en %	43,28%	74,41%

18 683 entreprises parisiennes ont été radiées durant les neuf premiers mois de 2003, soit +23,30% en comparaison avec la même période en 2002.

7 630 entrepreneurs ont radié leur entreprise du Registre du commerce depuis janvier 2003, soit +2,57% par rapport aux neuf premiers mois de 2002. En septembre 2003, cette hausse s'élève à +15,56%.

Le greffe a procédé à la radiation d'office de 11 053 entreprises pour les neuf premiers mois de 2003, dont 3 204 en septembre 2003, soit +43,28% en comparaison avec la même période en 2002.



NB : Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commissaire à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux...

❖ Investissements des entreprises ou crédits bancaires :

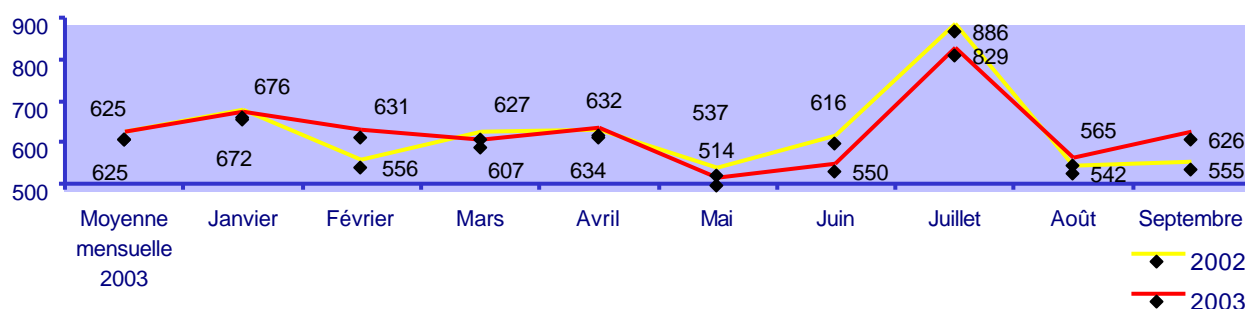
Tendance stable au titre des neuf premiers mois de 2003 : +0,02%. Hausse des prêts bancaires octroyés par les banques ou les organismes de crédit aux entreprises en septembre 2003 : +11,82% par rapport à septembre 2002.

Inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage	Janvier à septembre	Septembre
2002	5 627	555
2003	5 628	626
Evolution en %	0,02%	12,79%

Inscriptions de nantissements correspondant à l'octroi de prêts bancaires	Janvier à septembre	Septembre
2002	1 517	440
2003	1 538	492
Evolution en %	1,38%	11,82%

Au titre des neuf premiers mois de 2003, 5 628 inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage ont été inscrits auprès du greffe, soit le même nombre qu'en 2002, en comparaison avec la même période.

Les banques et les organismes de crédit ont accordé davantage de prêts aux entrepreneurs en septembre 2003 : +11,82% par rapport à septembre 2002. Ces prêts permettent aux entrepreneurs de financer l'achat d'un fonds de commerce, d'effectuer des travaux d'agrandissement ou de rénovation, etc.



NB : Les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage reflètent les investissements réalisés par les entreprises par le truchement de prêts bancaires en matière de biens d'équipement et de cessions de fonds de commerce.

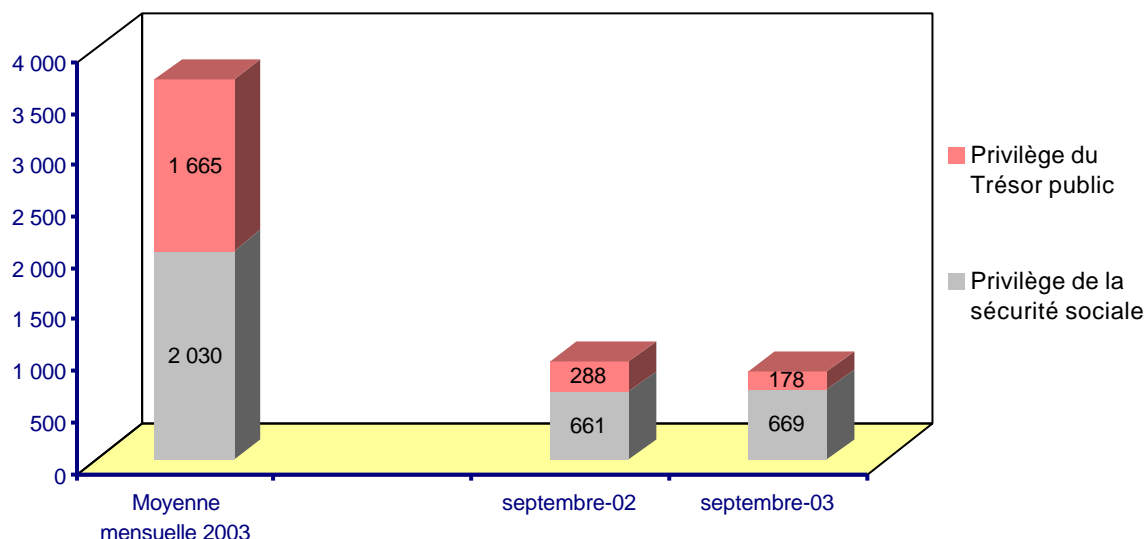
❖ Endettement fiscal et social :

**Endettement fiscal des entreprises en hausse de 4,88% au titre des neuf premiers mois de 2003.
Baisse de l'endettement social : -5,86%**

Inscriptions de privilèges du Trésor public	Janvier à septembre	Septembre
2002	14 289	288
2003	14 986	178
Evolution en %	4,88%	-38,19%

Inscriptions de privilèges de la sécurité sociale	Janvier à septembre	Septembre
2002	19 405	661
2003	18 267	669
Evolution en %	-5,86%	1,21%

- 14 986 **privilèges du Trésor public** ont été inscrits depuis le début de l'année 2003, soit 4,88% de plus qu'en 2002 pour la même période. En septembre 2003, 178 **inscriptions de privilèges du Trésor public** ont été inscrites auprès du greffe, soit une baisse de 38,19% par rapport à septembre 2002.
- En revanche, 18 267 **inscriptions de privilèges de la sécurité sociale** ont été prises auprès du greffe depuis le début de l'année, soit -5,86% par rapport à la même période en 2002. Elles s'élèvent à 669 en septembre, soit une hausse de 1,21% par rapport à septembre 2002.



NB : Les inscriptions de privilèges de l'Urssaf et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. En effet, les sommes d'un montant supérieur à 12 000 euros dues par les commerçants et les personnes morales de droit privé à l'Urssaf et au Trésor public font l'objet d'une inscription de privilège auprès du greffe du Tribunal de commerce dans un délai de trois mois suivant leur date limite de paiement.

❖ Jugements d'ouverture de procédures collectives (redressements et liquidations judiciaires) :

Nombre de décisions stables au titre des neuf premiers mois de 2003 (par rapport à la même période en 2002)

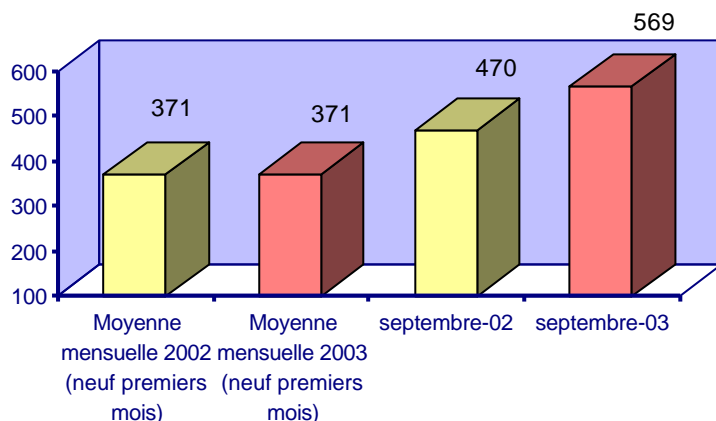
Jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaire	Janvier à septembre	Septembre
2002	3 337	470
2003	3 341	569
Evolution en %	0,12%	21,06%

Le nombre de jugements d'ouverture de procédures collectives prononcés par le Tribunal de commerce depuis janvier 2003 est stable : +0,12% par rapport à la même période en 2002.

Les effectifs salariés directement concernés par les jugements d'ouverture enregistrent également une baisse : 11 419 emplois touchés depuis janvier 2003, contre 16 553 pour la même période en 2002, soit -6,71%.

Le passif cumulé global déclaré au greffe par les entreprises défailtantes s'élève à 895 millions d'euros au titre de 2003, soit -13,98% par rapport à 2002.

La hausse de 21,06% des jugements d'ouverture en septembre semble être un « accident de parcours », dans la mesure où elle survient après six mois de baisse constante des procédures de redressement et de liquidation judiciaires. Ce pronostic devra être confirmé dans les semaines qui viennent.



❖ La Prévention des difficultés des entreprises

Hausse des détections des entreprises potentiellement en difficulté : +57,90% au titre des neuf premiers mois de 2003. Hausse des entretiens accordés par les juges aux dirigeants d'entreprises +82,73% en comparaison avec la même période en 2002.

Dossiers ouverts dans le cadre de la prévention des difficultés	Janvier à septembre	Septembre
2002	943	156
2003	1 489	207
Evolution en %	57,90%	32,69%

Le service de Prévention a détecté 1 489 entreprises potentiellement en difficulté depuis janvier 2003, soit +57,90% par rapport à la même période en 2002. En septembre 2003, les détections subissent une hausse de 32,69% par rapport à septembre 2002. Les dirigeants concernés seront prochainement entendus par les juges de la Prévention.

Entretiens accordés aux dirigeants d'entreprises dans le cadre de la prévention des difficultés	Janvier à septembre	Septembre
2002	857	152
2003	1 566	259
Evolution en %	82,73%	70,39%

Depuis le début de l'année 2003, le Tribunal de commerce a accru son activité de prévention en vue de favoriser le sauvetage des entreprises dès les premières difficultés rencontrées. Les entretiens accordés par les juges inscrivent par conséquent une forte augmentation pour les neuf premiers mois de 2003 : +82,73% par rapport à la même période en 2002. En septembre 2003, 259 entretiens ont été accordés, soit +70,39% en comparaison avec septembre 2002.

NB : Lors de ces entretiens, les juges font le point avec les dirigeants sur la situation de leur entreprise et les informent sur leurs devoirs et responsabilités. Un débat peut s'engager sur les mesures de redressement à envisager.

Gros plan sur les entreprises parisiennes immatriculées en septembre 2003

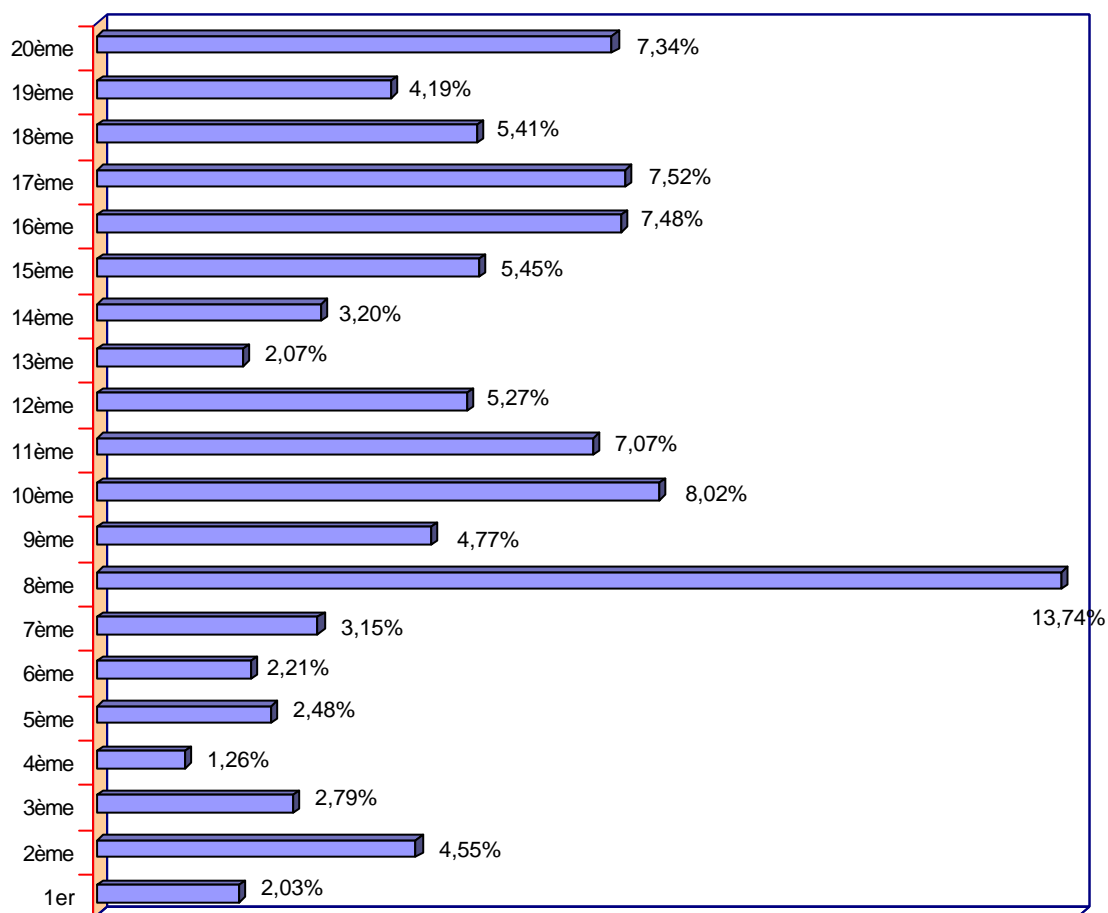
Répartition par arrondissements et par secteurs d'activité

2 329 entreprises nouvelles se sont immatriculées au Registre du commerce parisien en septembre 2003, soit +15,42% par rapport à **septembre 2002**.

❖ LES TENDANCES :

- En septembre, les 8^{ème}, 16^{ème}, 17^{ème} et 10^{ème} arrondissements sont les secteurs de Paris intra-muros qui enregistrent le plus d'immatriculations d'entreprises.
- Les 8^{ème} et 16^{ème} arrondissements enregistrent une baisse respective de 30,49% et 40,10%, alors que les 10^{ème} et 17^{ème} affichent une progression de +14,84% et de 14,46% par rapport à septembre 2002. La progression des immatriculations profite aux arrondissements moins bien représentés en volume dans l'économie parisienne tels que le 5^{ème} et le 3^{ème} arrondissements qui gagnent +57,14% et +20,97% d'entreprises par rapport à septembre 2002.
- Les immatriculations progressent dans l'ensemble des secteurs. Les augmentations les plus significatives concernent les transports et les communications (+129,17%), les activités financières (+82,05%) et la construction (+81,13%). En revanche, le secteur immobilier, location et services aux entreprises, qui englobe 44,7% des entreprises parisiennes en activité, affiche une baisse de 29,% des immatriculations par rapport à septembre 2002.

❖ REPARTITION DES IMMATRICULATIONS D'ENTREPRISES PAR ARRONDISSEMENTS



❖ REPARTITION DES IMMATRICULATIONS D'ENTREPRISES PAR SECTEURS D'ACTIVITE

A	<i>Agriculture, chasse, sylviculture</i>	2
B	<i>Pêche, aquaculture, services annexes</i>	0
C	<i>Industries extractives</i>	0
D	<i>Industrie manufacturière</i>	112
E	<i>Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau</i>	1
F	<i>Construction</i>	192
G	<i>Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques</i>	403
H	<i>Hôtels et restaurants</i>	153
I	<i>Transports et communications</i>	55
J	<i>Activités financières</i>	71
K	<i>Immobilier, location et services aux entreprises (1)</i>	867
L	<i>Administration publique</i>	0
M	<i>Education</i>	15
N	<i>Santé et action sociale</i>	7
O	<i>Services collectifs, sociaux et personnels</i>	79
P	<i>Activités des ménages</i>	0
Q	<i>Activités extra-territoriales</i>	0
	<i>Sans activité déclarée (2)</i>	363
Total		2 320

- (1) Ce secteur englobe des activités diverses telles que la promotion immobilière, la location de véhicules automobiles, la location de biens personnels et domestiques, les services rendus aux entreprises (sociétés de conseil, activité liées à l'informatique, publicité, etc...).
- (2) Activité non déclarée ou en attente d'attribution.